



Bureau Confédéral - 33 Rue des Vignoles, 75020 Paris

-----Communique de presse du 15 novembre 2015-----

PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES, PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES

La CNT apporte son soutien aux victimes des attentats perpétrés à Paris dans la nuit du 13 novembre et à leurs proches. Ce massacre a touché des innocent-es, des travailleur-euses, jeunes et moins jeunes, de toutes origines... Tué-es parce que se trouvant sur le chemin des assassins de Daesh qui a décidé d'étendre le conflit du Moyen-Orient sur le sol français, cette guerre à laquelle l'Etat français participe activement.

Les gouvernements français, de gauche comme de droite, **ont largement contribué à la déstabilisation du Moyen Orient et de l'Afrique**. Déjà pendant la première guerre du Golfe, malgré les manifestations massives d'opposition de la population, le Parti Socialiste avait imposé la participation de la France à la coalition bombardant l'Irak. **Les vingt-cinq ans de guerres, d'embargos et d'occupation** qui ont suivi ont fait le lit d'Al Qaeda et de Daesh.

L'état capitaliste Français, **troisième exportateur d'armes au monde, est un faiseur de guerre**, qui vend des armes au Qatar et à l'Arabie Saoudite, dont les liens avec Daesh sont ambigus, et avec la Turquie **qui aide Daesh dans sa guerre contre les Kurdes**. Des ventes d'armes, des alliances stratégiques avec tel et tel régime dictatorial qui servent les intérêts économiques des grandes entreprises capitalistes françaises.

Là-bas, le plus profond chaos politique favorise des guerres de pouvoir pour la maîtrise du pétrole et des autres richesses. Les rivalités économiques et géopolitiques entre puissances s'exacerbent. **Les civil-es de ces pays en sont les premières victimes**, comme dans toute guerre.

Les tueries comme celles du 13 novembre, les peuples de la région ne les connaissent que trop bien, et c'est précisément cela qui les amène à quitter la maison qu'ils-elles ont bâtie, leur quartier, leurs ami-es et leur famille pour tenter de se mettre en sécurité ailleurs.

Quand ils-elles ne périssent pas dans la traversée, c'est en Europe qu'ils-elles essayent de refaire leur vie, dans ces pays dont les gouvernants sont en partie responsables des violences perpétrées dans leur pays. Les migrant-es fuient la terreur !

Comme nous aujourd'hui, **ils-elles sont victimes d'une guerre qu'ils-elles n'ont pas choisie**.

Plus que jamais, aujourd'hui, **nous devons renforcer notre solidarité** envers eux-elles.

Comme en janvier, **nos dirigeants instrumentalisent l'émotion** face à ces massacres odieux en appelant à l'unité nationale pour faire taire toute critique légitime de leur politique extérieure impérialiste.

Les postures martiales et chauvines des gouvernements ne doivent tromper personne : loin de faire reculer la menace terroriste, elles ne seront que le prétexte à museler toute expression contestataire, tout mouvement social, et elles risquent de provoquer la stigmatisation d'une partie de la population, amalgames et divisions..

Cette guerre qu'ils mènent sur d'autres territoires entraîne des conséquences sur le sol français depuis des années, à coup de lois de plus en plus liberticides, de flicages, de discours xénophobes censés nous diviser pendant qu'ils nous imposent des politiques antisociales et

rétrogrades. Ils rétablissent maintenant le contrôle aux frontières, rendant plus difficile l'accès au territoire de ceux-là même qui fuient les massacres de Bachar Al-Assad et Daesh.

Nous demandons la levée de l'État d'Urgence, des « contrôles aléatoires », du « fichage généralisé ».

Le capitalisme sème la guerre et la misère.

Il faut que cesse la politique impérialiste de la France.

Cette guerre n'est pas la nôtre ! Ni État Islamique, ni État policier !

**Solidarité avec les victimes du massacre du 13 novembre et leurs proches !
Solidarité entre les travailleur-euses du monde entier.**

La CNT.